

## Rencontre internationale

### « Hotspots » et « processing centres » : Les nouveaux habits de la politique européenne d'encampement, d'externalisation et de tri des exilé·e·s

Depuis 2002, le réseau Migreurop analyse et dénonce la politique d' « encampement », un élément clé de l'arsenal que l'Union européenne (UE) emploie pour mener sa guerre contre les migrant·e·s. Le Calais est au nombre des espaces de souveraineté policière où les États et les agences européennes s'affranchissent des législations nationales et des conventions internationales afin de bloquer des exilé·e·s en quête de protection et/ou d'une vie meilleure. Ces exilé·e·s, qui ont souvent mis leur vie en péril pour atteindre la frontière franco-britannique, y sont réduit·e·s à survivre dans des camps de fortune.

La poursuite des conflits en Syrie, Irak ou Afghanistan, la violation des droits en Erythrée, au Soudan et dans d'autres régions du monde, ainsi que la dégradation des conditions d'existence dans les camps de premier accueil ont conduit des centaines milliers de personnes à rejoindre l'UE pour y demander l'asile. Néanmoins, ces exilé·e·s sont encore plus nombreux à être bloqué·e·s dans des pays de transit, des milliers d'entre eux ont péri en chemin et seule une partie des survivant·e·s ont été accueilli·e·s dignement. Les « solutions » et « approches » récemment dégagées par l'UE visent avant tout à entraver davantage leurs arrivées et à effectuer un tri hâtif entre une minorité pouvant prétendre à demander l'asile et une majorité de personnes supposées avoir vocation à être renvoyés.

C'est dans ce contexte que les termes de « hotspots » (pour l'Italie et la Grèce notamment) et de « processing centre » (au Niger en particulier) sont devenus les nouveaux mots-clés de la communication des institutions européennes. Les militant·e·s et chercheur·e·s réuni·e·s à Calais échangeront à la fois sur ces projets et sur les effets déjà observables dans un certain nombre de régions déclarées en « première ligne » dans la lutte contre l'émigration dite illégale. Des participant·e·s de Grèce, de Turquie, d'Italie et du Niger apporteront leurs témoignages et leurs analyses, en vue de nourrir la défense des droits des migrant·e·s et les luttes collectives pour la libre circulation à Calais, en Europe, et ailleurs.

**Samedi 12 décembre 2015 - de 15 h 00 à 19 h 00**  
**Au Centre de séjour/Auberge de Jeunesse de Calais (Rue du  
Maréchal de Lattre de Tassigny)**  
**Entrée libre** dans la limite des places disponibles (100).  
Interprétation français/anglais prévue.

Avec le soutien de :



FONDATION  
UN  
monde par  
tous

Projet  
soutenu par

Fondation  
de  
France

# Le programme

**14 :30 – Accueil des participants**

**15h – Introduction par Emmanuel Blanchard – Président de Migreurop, et Philippe Wannesson – membre individuel du réseau**

## 1ere séance

**Modérateur : Nathanaël Caillaux, Plateforme de Services aux Migrants (PSM) - France**

**15:30 – *Le ‘processing centre’ d’Agadez au Niger : outil d’externalisation au service de l’Union européenne***

Amadou M’Bow, AMDH Mauritanie – Vice Président de Migreurop

**15 :50 – *La logique du donnant-donnant : une négociation sur le dos des migrants (et des mouvements démocrates) entre l’Union européenne et la Turquie***

Nazli Bilgekay, Mülteci-Der, Turquie

**16:10 – *Les îles grecques : lieu de passage forcé et étai resserré***

Efi Latsoudi, Village de la Solidarité PIKPA, Grèce

**16:30 – *Identification, relocalisation et renvois depuis l’Italie : les dérives de l’approche hotspots***

Sara Prestianni, ARCI Italie

**16 :50 : PAUSE**

## 2e séance

**Modérateur : Francis Lecomte, FASTI - France**

**17h – Discussion-débat**

**17:30 – Propositions d’actions**

**19h – Clôture des travaux**